



Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

11 rue de La Baume 75008 PARIS - Tél. 01.53.83.47.47

La Présidente

Paris, le 4 avril 2020

A Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

Chère collègue,
Cher collègue,

Avant tout, je vous souhaite de tout cœur une bonne santé, ainsi qu'à votre famille et vos proches. La santé, c'est la priorité. Jamais cette phrase anodine dans nos conversations habituelles n'a été aussi forte qu'en ces moments difficiles.

Au cœur de cette période si particulière de confinement, et alors que la FNSEA est entièrement mobilisée pour que la continuité de l'activité agricole dans notre pays puisse être assurée, je voulais revenir vers vous pour vous donner un état des lieux de la situation suite à notre dernier Conseil d'administration du 11 mars.

Il y maintenant deux semaines, vous avez pu vous prononcer, lors d'une consultation par mail, sur le report de notre Assemblée Générale statutaire. C'est la première fois que la FNSEA est amenée à « fonctionner » de cette façon. Souhaitons que nous puissions nous revoir au mois de mai lors de notre Conseil d'administration (car notre engagement et notre action ne pourront jamais se réduire à des contacts par téléphone ou à des visioconférences...).

Comme vous le savez, nous ne sommes pas en première ligne de la guerre contre le Covid-19. Je sais que, comme moi, vous êtes admiratif du travail réalisé par l'ensemble des soignants de notre pays : leur engagement total et dévoué mérite respect et reconnaissance. Nous, les agricultrices et les agriculteurs, sommes en deuxième ligne. Une ligne essentielle, aux côtés de tous les fournisseurs d'énergie, d'eau, d'élimination des déchets... Nous fournissons l'alimentation grâce à l'ensemble de la chaîne alimentaire largement mobilisée.

Mais je veux vous le dire : la continuité de l'activité est une gageure dans un contexte si particulier. Les problématiques de logistique, de main d'œuvre, d'approvisionnement en intrants, de débouchés pour nos produits, nécessitent un déploiement d'énergie que nous ne pouvons imaginer il y a seulement deux semaines.

Le confinement, impératif pour freiner la propagation du virus et éviter autant que possible l'engorgement de tous les hôpitaux de France, a totalement bouleversé l'économie française. Aucune entreprise, aucun secteur d'économie n'était préparé à un tel événement. Le tsunami qu'il représente pour notre économie aura des conséquences graves.

Pour nous, il a fallu, dès les premières heures, rappeler au Gouvernement que l'agriculture devait être préservée du confinement. Que pour nourrir la population, il fallait continuer à produire, transporter, transformer, conditionner, livrer... Il a donc fallu immédiatement obtenir que l'alimentation soit considérée comme une priorité absolue et que notre amont comme notre aval puissent poursuivre leur activité.

La FNSEA a été au cœur des décisions du Gouvernement en étant associée à toutes les concertations menées par le Président de la République, le Premier Ministre, le Ministre de l'Economie, la Ministre du Travail et le Ministre de l'agriculture. Aujourd'hui encore, nous participons toutes les semaines au point hebdomadaire du Premier Ministre et tous les jours à ceux du Ministre de l'Economie et du Ministre de l'agriculture et de l'alimentation rassemblant les industriels et les distributeurs. Ces « cellules de crise » sont indispensables pour faire toucher du doigt à nos dirigeants les réalités du terrain et faire passer les demandes d'aménagements nécessaires pour lever les difficultés de transports, logistique, emballages, laisser-passer... Reconnaissons que les mesures d'urgence ont permis de répondre aux enjeux prioritaires.

Il a ensuite été nécessaire d'agir au plus vite sur l'emploi pour faire face à l'absentéisme des personnes malades et de ceux qui n'avaient d'autres choix que de garder leurs enfants, mais aussi pour anticiper la fermeture des frontières extérieures à l'espace Schengen et de certaines frontières internes à l'Union Européenne qui interdisaient l'arrivée de travailleurs saisonniers étrangers comme les années précédentes. Nous avons lancé dans cet objectif l'opération « Des bras pour ton assiette » avec l'ANEFA, WiziFarm et Pôle Emploi. Plus de 200.000 candidats à ce jour ! Et des mises en relations qui permettent de ne pas être aujourd'hui en situation de blocage par manque de main d'œuvre. Les français prouvent que leur lien avec les agriculteurs est fort !

Puis, la question des circuits de distribution a été au cœur de nos préoccupations. L'annonce de l'interdiction des marchés, ouverts ou fermés, il y 10 jours, a été un coup de massue, même si notre intervention auprès du Premier Ministre l'a conduit à parler « des agriculteurs qui doivent vendre leur production » et a permis d'obtenir une possibilité de dérogation. Suite à cette décision brutale, en moins de 48 heures, nous avons obtenu du Gouvernement qu'il accepte de produire un protocole sanitaire permettant la tenue d'un marché dans des conditions de protection acceptables. En fin de semaine dernière, ce protocole était publié. Aujourd'hui, ce sont près du tiers des marchés qui sont réouverts. C'était impératif. Merci d'avoir œuvré au côté des Chambres d'agriculture pour inciter les maires à utiliser le protocole pour ces réouvertures. Ce n'est pas le cas dans tous les départements, continuons !

Un impératif d'autant plus grand que la grande distribution est devenue, de fait, un passage obligé pour le consommateur. Là aussi, nous n'avons pas ménagé notre peine pour favoriser l'approvisionnement français en fruits et légumes de saison ou en agneaux et chevreaux à l'approche de Pâques. Pour le moment, les réponses des distributeurs sont là. Ils répondent majoritairement à notre appel et mettent en avant l'approvisionnement français. Mais c'est dans les tous prochains jours que nous allons entrer dans l'épreuve de vérité : tenir dans la durée et respecter les engagements pris... et les engagements prix !

Dès la semaine dernière, nous avons alerté les distributeurs et les pouvoirs publics, car ils ont un rôle déterminant à jouer pour faire respecter les règles de juste répartition des marges. Nous n'accepterons pas que la grande distribution profite de sa position d'acteur majeur pour, (une nouvelle fois), imposer des marges élevées au détriment de celle des producteurs !

Les difficultés qui arrivent sur les marchés, du fait des changements de mode de consommation vont avoir un impact sur les prix. La fermeture du débouché de la RHD entraîne un coup de frein sévère sur bon nombre de produits. Citons par exemple les fromages d'appellation : avec la fermeture des marchés et le report du consommateur vers d'autres types de produits, au moment où se profile le pic laitier printanier, il y a déjà des conséquences sur le prix du lait. Les acteurs des filières doivent être en ordre de marche pour réguler à leur niveau et jouer la solidarité. Nos associations spécialisées sont à la manœuvre et font des propositions courageuses.

Mais ce ne sera pas suffisant. Les pouvoirs publics, français et européens doivent mettre en œuvre les mesures de compensation de la baisse de l'activité et savoir prendre, filière par filière, les mesures appropriées permettant d'agir sur les marchés : de l'aide au stockage à l'arrêt des importations d'aloïu du Mercosur, de sucre du Brésil, d'agneaux de Nouvelle-Zélande par exemple, qui alourdissent notre marché mais aussi par le déclenchement de mesures d'appui financier. L'Europe joue aussi sa crédibilité dans cette affaire. Elle ne doit pas s'abriter derrière le dogme du droit de la concurrence. Les entreprises n'y survivraient pas. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles ! L'Europe doit agir, vite (nous avons tous en mémoire la crise de 2015...), avec pragmatisme, pour tenter de sauvegarder l'avenir économique des producteurs et des filières.

Mais je veux citer aussi des filières qui sont dans l'impasse totale, comme la filière horticole, interdite de commercialiser et dont les chefs d'entreprises sont dans l'obligation de payer leurs salariés pour détruire et jeter leur production. Un plan particulier s'impose pour sauver ces 2 300 entreprises. Citer aussi le secteur de la pêche, totalement effondré, les filières canards, pigeons, cailles, volailles de Bresse....

Pour les grandes cultures, les fluctuations des cours donnent le tournis et révèlent une instabilité historique, preuve de l'imprévisibilité des prochaines semaines.

Ces quelques mots, vous l'aurez compris, résument bien imparfaitement tous les combats que nous menons en ce moment. Aujourd'hui, la situation est pire que jamais et le pic de cette épidémie annoncé pour la semaine qui vient, rend bien difficile de se projeter dans l'après. Nous devons pourtant commencer à envisager la fin du confinement et entrer dans une nouvelle phase de réflexion sur les enseignements à tirer de cette crise.

Je suis convaincue que les choses ne seront plus comme avant. Les esprits ont évolué de manière rapide dans cette confrontation. On a vu réémerger des idées que nous étions bien seuls à porter : la souveraineté alimentaire, la nécessité de garder une agriculture productive en France, de contractualiser dans la durée en respectant les coûts de production des producteurs pour encourager l'investissement et la modernisation des outils de production et de transformation...

Nous allons devoir très rapidement nous exprimer sur ce sujet et définir une stratégie d'actions pour, non seulement, porter ce message, mais surtout le traduire dans les actes et les faits de la vie économique et sociale de notre pays et de l'Union Européenne.

Pour pouvoir partager ces réflexions, mais aussi évidemment pour faire le point sur la situation et en raison de la poursuite du confinement pour une durée incertaine, je souhaite vous proposer, avec Jérôme Despey, d'organiser une tournée régionale dématérialisée. Elle permettra d'avoir ensemble, région par région, un échange entre vous, administrateurs de la région, les Présidents de FDSEA, le Président de la FRSEA. Nous reviendrons vers vous au plus vite pour en déterminer les dates.

Cette situation inédite nous oblige tous à nous organiser différemment :

- le Bureau de la FNSEA se réunit tous les mercredi matin en audioconférence et je remercie tous les membres du bureau pour leur assiduité et le parfait déroulement de nos échanges qui permettent de gérer les nombreux dossiers du moment ;
- les Présidents de régions sont réunis une fois par semaine par Jérôme Despey et les Secrétaires Généraux Adjointes pour un échange direct sur les situations et problèmes locaux et le suivi de l'avancée des dossiers nationaux en cours ;
- les responsables de dossiers ont permis d'obtenir les arbitrages attendus malgré l'état d'urgence sanitaire :
 - sur le report sans pénalité de la date de fin des déclarations PAC ;
 - sur la reconnaissance du dépôt des chartes riverains pour appliquer les distances réduites ;
 - sur l'aménagement des dispositifs emploi pour cumuler chômage partiel et travail saisonnier et augmenter les durées de travail...

Confinés mais mobilisés, élus et collaborateurs, restent à l'écoute et négocient les conditions nécessaires à la continuité de l'activité agricole et agroalimentaire durant toute cette période.

Sachant pouvoir compter sur vous et votre engagement dans cette période si douloureuse, je vous adresse mes sincères et chaleureuses pensées syndicales.

Prenez soin de vous, de vos familles, de vos proches.

Christiane LAMBERT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'CL', with a stylized flourish extending to the right.